



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 23, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'environnement sécuritaire en Haïti s'est nettement détérioré les 22 et 23 février 2026, avec des acteurs armés ciblant des infrastructures de télécommunications critiques à Kenscoff, tuant deux employés de Natcom dans une embuscade. Simultanément, les autorités ont renforcé le département de l'Artibonite avec six véhicules blindés destinés aux opérations de la PNH, signalant une prise de conscience institutionnelle face à la pression croissante des gangs dans ce corridor. Le cadre de gouvernance transitionnelle subit des tensions persistantes alors que la dynamique du Pacte national génère des réponses politiques mitigées, tandis que la re-circulation du décret électoral par le CEP constitue une tentative de réaffirmation de l'autorité procédurale. La convergence du ciblage des infrastructures, du renforcement des forces de sécurité et de l'incertitude politique sur la légitimité du Pacte définit l'environnement opérationnel immédiat pour l'ensemble des parties prenantes.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Deux employés de Natcom tués dans une embuscade armée à Kenscoff, un troisième blessé.

Six véhicules blindés déployés à la Direction départementale de la PNH de l'Artibonite pour contrer l'activité des groupes armés.

Les autorités municipales de Léogâne ont suspendu toutes les festivités du Rara pour la saison 2026 en raison des conditions sécuritaires.

Le CEP a re-circulé le décret électoral révisé et le calendrier dans le journal officiel, réaffirmant la continuité procédurale.

La réception politique du Pacte national demeure contestée ; la validation parti par parti reste incomplète dans l'attente d'un accès aux sources.

DÉVELOPPEMENT 1: SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CIBLÉ : EMBUSCADE CONTRE NATCOM À KENSCOFF

Deux employés de Natcom, l'opérateur national de télécommunications d'Haïti, ont été tués et un troisième blessé dans une embuscade à Morne Tranchant, dans la commune de Kenscoff, le 22 février 2026. Les employés se rendaient livrer des fournitures sur un site de l'entreprise lorsque des acteurs armés ont intercepté leur véhicule. Cet événement constitue une attaque directe contre une infrastructure nationale critique et signale un schéma de ciblage délibéré ou opportuniste qui étend la pression opérationnelle des groupes armés vers des zones auparavant considérées comme secondaires par rapport au théâtre principal de Port-au-Prince.

La signification opérationnelle de cette attaque dépasse le bilan immédiat en termes de pertes humaines. Natcom fournit des services de télécommunications essentiels à travers Haïti, et la maintenance des infrastructures dans des zones montagneuses comme Kenscoff exige une logistique d'approvisionnement constante. Si les opérateurs répondent en réduisant ou en suspendant leurs déplacements logistiques, la dégradation de la connectivité dans ces zones devient un risque opérationnel à court terme pour les ONG, les entreprises et les entités gouvernementales qui en dépendent. Le précédent du ciblage du personnel télécoms élève également le niveau de menace pour les autres agents du secteur des services publics opérant dans des communes adjacentes aux conflits.

L'attaque a déclenché les critères d'alerte de la catégorie Attaque majeure de gang contre une cible opérationnelle et commerciale. Aucune réponse opérationnelle officielle de la MSS ou de la PNH spécifique à

l'embuscade de Kenscoff n'a été confirmée dans la fenêtre de 24 heures. La contre-vérification via Le Nouvelliste et AlterPresse pour la confirmation complète des détails de l'incident reste en attente au moment de la compilation du bulletin.



D'un point de vue systémique, cet incident étend l'empreinte géographique de l'insécurité opérationnelle. La position de Kenscoff dans les hauteurs surplombant Port-au-Prince en fait un nud logistique pour la zone métropolitaine élargie, et la capacité des groupes armés à maintenir des opérations d'embuscade dans ce terrain témoigne d'un niveau de confiance territoriale dont les implications concernent les évaluations de sécurité des corridors.



CONTEXTE HISTORIQUE

Kenscoff a connu des incursions périodiques de groupes armés depuis 2022, le BINUH ayant publié des rapports flash sur la violence dans la commune. Les infrastructures de Natcom ont déjà subi des perturbations dues à l'insécurité générale, mais le meurtre ciblé d'employés représente une escalade dans le schéma de pression sur les infrastructures critiques. Les acteurs armés en Haïti ont systématiquement testé les limites de l'espace opérationnel toléré tout au long de la période de transition.

POINTS DE DISCUSSION

L'embuscade de Natcom à Morne Tranchant a tué deux employés et en a blessé un le 22 février 2026.

L'attaque remplit les critères d'alerte pour une attaque majeure de gang contre une infrastructure opérationnelle et commerciale.

La logistique de maintenance télécoms dans la zone de Kenscoff fait face à une menace élevée de suspension opérationnelle.

La contre-vérification avec Le Nouvelliste et AlterPresse est en attente pour la confirmation complète de l'incident.

Aucune réponse tactique confirmée de la PNH ou de la MSS à cet incident spécifique dans le cycle de 24 heures.



L'extension géographique de la pression des acteurs armés vers les communes montagneuses signale une confiance opérationnelle croissante.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les responsables des opérations des ONG devraient réévaluer les protocoles de déplacement pour le personnel de la chaîne d'approvisionnement opérant à Kenscoff et dans les communes montagneuses adjacentes.

Les organisations dépendantes des télécommunications devraient auditer les options de connectivité de secours en cas de dégradation du service Natcom dans les zones affectées.

Les planificateurs de la continuité des activités devraient enregistrer l'incident de Kenscoff comme un indicateur dans les revues en cours du niveau de menace pour les corridors suburbains et péri-urbains.

Les organisations internationales devraient surveiller si le BINUH ou la PNH publient des évaluations formelles

de l'incident susceptibles d'influer sur les classifications des corridors d'accès humanitaire. Les attachés diplomatiques et de sécurité devraient demander confirmation à la PNH ou à la MSS si l'embuscade reflète un incident isolé ou un ciblage organisé du personnel du secteur des services publics.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2: RENFORCEMENT DE L'ARTIBONITE : SIX VÉHICULES BLINDÉS DÉPLOYÉS À LA DIRECTION DE LA PNH

La Direction départementale de la Police de l'Artibonite a reçu six véhicules blindés pour soutenir les opérations en cours de la PNH contre les groupes armés dans le département, selon le cycle de rapport du 22-23 février. Le maire de Montrouis, Blaise Élysée, a été cité se félicitant de l'arrivée des véhicules, indiquant une coordination entre les autorités municipales et les forces de sécurité dans le département. L'Artibonite est demeuré l'un des environnements opérationnels les plus risqués en Haïti depuis plus de deux ans, des groupes armés exerçant un contrôle territorial significatif sur des portions du département, notamment les routes critiques pour le commerce et le mouvement humanitaire nord-sud.

Le déploiement de véhicules blindés représente une amélioration significative de la capacité tactique de la PNH dans un département où les agents ont auparavant opéré avec une protection limitée contre la puissance de feu des groupes armés. Cependant, l'impact opérationnel dépendra de l'intégration de ces véhicules dans des opérations de dégagement coordonnées ou de leur déploiement dans une posture statique de protection des forces. Les transferts de véhicules blindés sans doctrine tactique d'accompagnement, formation du personnel et coordination opérationnelle avec les forces de la MSS ont une valeur dissuasive limitée contre des groupes armés retranchés ayant démontré leur capacité à engager et neutraliser des actifs des forces de sécurité.

Il n'est pas confirmé au moment de la compilation si les six véhicules représentent des actifs nouvellement livrés dans le cadre d'un programme de donateurs internationaux ou des redéploiements depuis l'inventaire existant de la PNH. Cette distinction a des implications budgétaires et de durabilité qui affectent la pérennité du renforcement. S'ils sont tirés de l'inventaire existant, le déploiement pourrait signaler une réallocation de ressources limitées plutôt qu'une augmentation nette des capacités.

Le renforcement de l'Artibonite, pris parallèlement à l'embuscade de Kenscoff, reflète un environnement sécuritaire dans lequel les réponses institutionnelles restent réactives plutôt que proactives. Les décideurs qui surveillent le corridor de l'Artibonite pour la logistique humanitaire et les mouvements commerciaux devraient traiter ce renforcement comme un signal positif mais insuffisant, dans l'attente de preuves d'un dégagement opérationnel soutenu.



CONTEXTE HISTORIQUE

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Le département de l'Artibonite, en particulier l'axe Liancourt-Saint-Marc, est sous pression soutenue des groupes armés depuis 2023, la structure affiliée à Labanye et ses successeurs contrôlant des points d'étranglement commerciaux clés. Les précédents renforcements de la PNH dans le département ont produit des améliorations opérationnelles temporaires suivies d'une adaptation des groupes armés. Des éléments de la mission kenyane de la MSS ont conduit des opérations conjointes dans le département avec des résultats mitigés.

POINTS DE DISCUSSION

Six véhicules blindés livrés à la Direction départementale de la PNH de l'Artibonite selon le cycle de rapport du 22-23 février.

Le maire de Montrouis Blaise Élysée a confirmé avoir accueilli leur arrivée, signalant une coordination sécurité-municipalité.

L'origine des actifs, livraison d'un donateur ou redéploiement de la flotte existante, n'a pas été confirmée.

Le déploiement de véhicules sans plan d'intégration opérationnelle confirmé a une valeur dissuasive limitée.

L'Artibonite reste un corridor à risque primaire pour la logistique humanitaire et le mouvement commercial nord-sud.

Le renforcement est de nature réactive et ne modifie pas la posture fondamentale des groupes armés dans le département.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les planificateurs de la logistique humanitaire ne devraient pas réviser les classifications de risque du corridor de l'Artibonite sur la seule base du déploiement de véhicules, dans l'attente de preuves d'opérations de dégagement actives.

Les points de coordination de la MSS devraient être interrogés sur la question de savoir si l'arrivée des véhicules blindés est liée à une opération conjointe planifiée ou représente une initiative autonome de la PNH.

Les opérateurs commerciaux dont les chaînes d'approvisionnement transitent par l'Artibonite devraient maintenir les protocoles de risque élevé actuels et traiter le renforcement comme un indicateur préliminaire seulement.

Les donateurs internationaux devraient demander des éclaircissements au commandement de la PNH sur l'origine des actifs et le plan d'intégration opérationnelle pour évaluer la durabilité du renforcement.

Les acteurs politiques et le personnel diplomatique devraient noter la déclaration du maire de Montrouis comme signal d'alignement des autorités locales sur la présence des forces de sécurité, un facteur dans la dynamique de gouvernance de l'Artibonite.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: INTERDICTION DU RARA À LÉOGÂNE ET INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES DE DIFFUSION DE L'INSÉCURITÉ

Les autorités municipales de Léogâne, en coordination avec les unions et associations du Rara, ont interdit

toutes les festivités du Rara pour la saison 2026 comme mesure de sécurité préventive suite à une évaluation des conditions prévalentes. Le Rara est une tradition festive culturellement et économiquement significative en Haïti, et son annulation dans une commune importante représente une compression mesurable de l'espace civil et de l'activité économique locale imputable à l'insécurité. La décision reflète le jugement des autorités locales selon lequel le déplacement des fanfares et des foules associées dans les espaces publics constitue un risque sécuritaire inacceptable dans les conditions actuelles.

L'interdiction de Léogâne est analytiquement significative au-delà de son contexte culturel immédiat. Léogâne se trouve le long du corridor de la Route Nationale 2 au sud-ouest de Port-au-Prince et n'a pas historiquement figuré parmi les communes à la plus haute alerte dans les évaluations sécuritaires opérationnelles. Une interdiction préventive de cette nature, émise avant tout incident confirmé, signale que les perceptions d'insécurité et les évaluations des menaces se sont étendues pour inclure des communes situées en dehors du périmètre principal de contrôle des gangs de Port-au-Prince. Cette expansion géographique des mesures de sécurité préventives est un indicateur avancé de diffusion de l'insécurité.

La dimension économique est également significative. La saison du Rara génère une activité économique informelle dans les secteurs de la restauration ambulante, du transport, du spectacle et de l'hôtellerie dans les communes participantes. L'annulation élimine ce cycle de revenus pour les petits opérateurs économiques locaux durant une période où la gourde haïtienne reste sous pression soutenue et où aucune donnée confirmée du taux BRH n'était disponible pour la fenêtre de 24 heures. Pour les communautés opérant déjà à la limite de subsistance, l'élimination de l'activité économique saisonnière amplifie la vulnérabilité des ménages.

Pour les parties prenantes qui surveillent les indicateurs de stabilité civile au-delà de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, l'interdiction de Léogâne devrait être enregistrée dans les systèmes de cartographie des risques géographiques comme preuve de diffusion de l'insécurité vers des communes précédemment à risque modéré le long du corridor RN2.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les annulations ou restrictions de la saison du Rara dans les communes haïtiennes se sont produites de manière intermittente depuis 2022, l'expansion territoriale des groupes armés ayant comprimé l'espace civil dans plusieurs départements. Avant la crise sécuritaire actuelle, les interdictions du Rara étaient rares et généralement associées à des incidents localisés spécifiques plutôt qu'à des évaluations générales de l'environnement des menaces. L'interdiction de Léogâne en 2026 suit un schéma observé dans les communes de l'Artibonite en 2024 et 2025 et suggère une diffusion vers le sud de la posture de sécurité préventive.

POINTS DE DISCUSSION

Les autorités municipales de Léogâne ont interdit toutes les festivités du Rara pour 2026 en citant une évaluation sécuritaire, non un incident préalable spécifique.

Décision prise en coordination avec les unions du Rara, indiquant un alignement de la société civile et des autorités locales sur la perception des menaces.

La position de Léogâne sur la RN2 au sud-ouest de Port-au-Prince fait de l'interdiction un indicateur de diffusion géographique de l'insécurité.

L'annulation élimine l'activité économique informelle durant une période de pression soutenue sur le revenu des

ménages.

Aucun incident de groupe armé à Léogâne n'a déclenché l'interdiction ; elle reflète une évaluation préventive des menaces.

Les parties prenantes devraient signaler ceci comme indicateur avancé de compression de l'espace civil au-delà de la zone métropolitaine principale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les outils de cartographie des risques géographiques devraient être mis à jour pour refléter la posture de sécurité préventive élevée à Léogâne et dans les communes adjacentes du corridor RN2.

Les responsables de programmes humanitaires opérant dans le sud-ouest devraient intégrer cette interdiction dans les évaluations d'impact sur les moyens de subsistance des populations communautaires vulnérables.

Les observateurs de la société civile devraient documenter l'interdiction de Léogâne dans le cadre d'un registre systématique des annulations du Rara pour permettre une analyse des tendances à travers les départements.

Le personnel des opérations commerciales ayant une présence logistique ou terrain sur la RN2 devrait revoir les protocoles de déplacement pour la période qui aurait été couverte par la saison du Rara.

Les acteurs politiques devraient noter que les restrictions sécuritaires municipales proactives sans directive du gouvernement central indiquent des réponses autonomes des autorités locales aux menaces, une dynamique de gouvernance à surveiller.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: RÉCEPTION POLITIQUE DU PACTE NATIONAL ET RE-CIRCULATION DU DÉCRET ÉLECTORAL

La dimension gouvernementale du cycle du 22-23 février est définie par deux signaux qui se croisent : le débat public persistant sur le Pacte national signé le 21 février 2026, encadré dans les médias haïtiens comme une tension entre adhésion et critique, et la re-circulation délibérée par les autorités du décret électoral révisé et du calendrier électoral via le journal officiel. La combinaison de ces deux signaux suggère que les acteurs de la transition tentent d'utiliser la réaffirmation procédurale pour ancrer leur légitimité à un moment où la réception politique du Pacte reste contestée.

Les données complètes sur les réactions parti par parti au Pacte national n'étaient pas récupérables depuis HaitiLibre dans la fenêtre de 24 heures en raison d'un problème d'accès à la page. En conséquence, la portée de l'opposition ou de l'approbation politique ne peut pas être entièrement validée dans ce cycle de bulletin. Ce qui est confirmé, c'est que le Pacte a généré suffisamment de controverse publique pour maintenir l'attention médiatique dans un deuxième cycle d'actualité, indiquant qu'il n'a pas atteint la consolidation rapide du consensus que les autorités transitionnelles exigeraient pour qu'il fonctionne comme instrument de stabilisation.

La re-circulation du décret électoral et du calendrier via le journal officiel est un acte procédural à intention politique. Il signale que le CEP et les autorités transitionnelles souhaitent maintenir l'apparence formelle de la

continuité du processus électoral indépendamment des turbulences politiques générées par la controverse autour du Pacte. Pour les parties prenantes internationales qui suivent la viabilité électorale, la re-circulation est un indicateur de volonté institutionnelle mais pas un indicateur suffisant de préparation opérationnelle électorale, compte tenu des lacunes persistantes en matière de financement, de logistique et de conditions préalables sécuritaires.

Le mandat du CPT, selon les constantes institutionnelles en vigueur, expire le 7 février 2027. Le recours à un langage de compte à rebours faisant référence à une expiration imminente n'est pas applicable à la date de rapport actuelle. Le cadre de transition comporte des points de pression à venir dans l'année calendaire, mais le risque de gouvernance immédiat est plus précisément caractérisé comme une attrition de légitimité plutôt qu'un effondrement du mandat.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'histoire de la gouvernance transitionnelle haïtienne comprend de multiples itérations d'accords politiques de type pacte national qui ont généré un élan initial suivi de contestation et de fragmentation. Le processus de l'Accord Montana de 2023 et la formation subséquente du CPT reflètent ce schéma. La promulgation de décrets électoraux sans capacité opérationnelle correspondante est une caractéristique récurrente de l'environnement électoral depuis 2015. La re-circulation de documents procéduraux n'a pas un bilan constant de stabilisation du consensus politique dans les cycles de transition antérieurs.

POINTS DE DISCUSSION

La réception politique du Pacte national reste contestée, les médias encadrant les tensions entre adhésion et critique qui entrent dans un deuxième cycle d'actualité.



Les données complètes de réaction parti par parti sont indisponibles dans ce cycle en raison des limitations d'accès aux sources, réduisant la confiance sur l'étendue politique du soutien au Pacte.

Le CEP a re-circulé le décret électoral révisé et le calendrier via le journal officiel, signalant l'intention de continuité procédurale.

La réaffirmation procédurale ne se substitue pas aux lacunes de préparation opérationnelle en matière de financement, logistique et conditions préalables sécuritaires pour les élections.

Le mandat du CPT expire le 7 février 2027 ; le risque de gouvernance actuel est une attrition de légitimité plutôt qu'un effondrement imminent du mandat.

Les acteurs de la transition semblent utiliser la signalisation procédurale électorale pour stabiliser l'environnement politique suite à la controverse autour du Pacte.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales soutenant le processus électoral devraient demander une mise à jour de la préparation opérationnelle du CEP plutôt que de traiter la re-circulation du décret comme un substitut aux évaluations des lacunes logistiques et financières.

Le personnel diplomatique devrait commander une cartographie complète des positions des partis sur le Pacte national une fois que l'accès aux sources permettra une validation complète, ciblant un cycle de suivi de 48 à 72

heures.

Les analystes du risque politique devraient enregistrer l'attention médiatique du deuxième cycle sur la contestation du Pacte comme indicateur d'attrition de légitimité dans les tableaux de bord de stabilité de la gouvernance.

Les communicants à destination de la diaspora devraient noter que la re-circulation du décret électoral fournit un point de référence de processus légitime pour les parties prenantes communautaires cherchant un ancrage procédural.

Les décideurs qui surveillent la continuité du CPT devraient planifier autour de l'horizon d'expiration du mandat du 7 février 2027 avec des points de révision à mi-parcours plutôt que de traiter une expiration à court terme comme le risque opératoire.



CONFIANCE



Faible confiance en raison de rapports limités ou contradictoires.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Déclencheur : Couverture par Le Nouvelliste et AlterPresse de l'embuscade Natcom à Kenscoff.

Direction : Confirmation ou escalade du schéma de ciblage du secteur des télécommunications.

Risque : Si la contre-vérification confirme un ciblage délibéré, la suspension de la logistique des opérateurs télécoms devient un déclencheur de risque opérationnel à travers les communes montagneuses.

Déclencheur : Restauration par HaitiLibre de l'article sur les réactions parti par parti au Pacte national.

Direction : Cartographie politique complète de la composition du bloc d'adhésion et d'opposition au Pacte.

Risque : Si le bloc d'opposition est plus large qu'actuellement indiqué, la légitimité du Pacte comme instrument de stabilisation s'effondre rapidement.

Déclencheur : Déclaration officielle de la PNH ou de la MSS sur l'embuscade de Kenscoff et l'intégration opérationnelle du déploiement de véhicules en Artibonite.

Direction : Clarification de la posture de réponse institutionnelle.

Risque : Le silence ou une posture réactive confirme que les renforcements sécuritaires restent déconnectés d'une doctrine opérationnelle proactive.

CETTE SEMAINE

Déclencheur : Confirmation de l'origine des véhicules blindés en Artibonite, livraison d'un donateur ou redéploiement de la flotte.

Direction : Évaluation de la durabilité du renforcement de la PNH dans le département.

Risque : Si redéploiement de la flotte existante, le gain net de capacité est nul et la classification de risque de l'Artibonite devrait rester inchangée.

Déclencheur : Communication du CEP sur les jalons opérationnels du calendrier électoral suite à la re-circulation du décret.

Direction : Évaluation de si la réaffirmation procédurale se traduit par une activation logistique.

Risque : L'absence de suivi opérationnel dans la semaine confirme que la re-circulation est symbolique plutôt que substantielle.

Déclencheur : Annulations supplémentaires du Rara ou de rassemblements publics au niveau communal à travers les départements du sud-ouest ou de l'Artibonite.

Direction : Taux de diffusion géographique des mesures de sécurité préventives au-delà de la zone métropolitaine principale.

Risque : Un regroupement d'annulations à travers plusieurs communes signale une compression accélérée de l'espace civil nécessitant des évaluations régionales de risque révisées.

HORIZON STRATÉGIQUE

Déclencheur : Activation du mécanisme de mise en oeuvre du Pacte national et réponse formelle de la communauté internationale.

Direction : Détermination si le Pacte fonctionne comme un véritable cadre de transition ou une posture de négociation par des factions concurrentes.

Risque : Si la communauté internationale retient son approbation formelle, le Pacte perd l'ancrage de légitimité externe requis pour une adoption politique interne.

Déclencheur : Revue de la continuité de la gouvernance du CPT alors que l'horizon du mandat du 7 février 2027 entre dans la fenêtre de planification stratégique.

Direction : Cartographie de scénarios pour les arrangements institutionnels post-CPT.

Risque : Sans planification préalable pour la succession du mandat, la date de février 2027 devient un choc politique plutôt qu'un jalon de transition géré.

Déclencheur : Pression soutenue des groupes armés sur le personnel du secteur des services publics suite au précédent de Kenscoff.

Direction : Retrait systémique potentiel du personnel de maintenance des services essentiels des zones adjacentes aux conflits.

Risque : Si les agents des secteurs des télécoms, de l'eau et de l'électricité évaluent le risque personnel comme inacceptable, la dégradation des infrastructures dans les zones urbaines secondaires s'accélère au-delà des projections actuelles.

SOURCES PRIMAIRES

HaitiLibre, Zapping de l'actualité haïtienne, 22-23 février 2026.

<https://www.haitilibre.com/en/news-46919-haiti-news-zapping.html>

Karibinfo, Haïti Insécurité : La Mairie de Léogâne Interdit la Sortie des Bandes de Rara.

<https://www.karibinfo.com/news/haiti-insecurite-la-mairie-de-leogane-interdit-la-sortie-des-bandes-de-rara/>

BINUH, Rapport sur la Traite d'Enfants par les Groupes Criminels, février 2026.

<https://binuh.unmissions.org/en/communiques-de-presse/la-traite-denfants-par-les-gangs-met-en-peril-lavenir-dhaiti-rapport>

Human Rights Watch, Haïti : Les Groupes Criminels se Livrent à la Traite d'Enfants dans un Contexte d'Effondrement de l'État, 20 février 2026.

<https://www.hrw.org/news/2026/02/20/haiti-criminal-groups-trafficking-children-amid-state-collapse>

Gazett Haïti, Indicateurs Économiques, février 2026. <https://www.gazettehaiti.com/node/13439>

Le Nouvelliste, Véhicules Blindés Envoyés dans le Nord, Référence de Contexte.

<https://lenouvelliste.com/en/article/264447/armored-vehicles-and-150-officers-sent-to-the-north>

Vantbef Info, Couverture du Pacte National, 21 février 2026.

<https://www.facebook.com/vantbefinfo/posts/un-pacte-national-scellé-pour-relancer-la-stabilité-et-organiser-les-électionsap/15>
[Média Social]

Canada-Haïti.ca, Référence sur le Pacte des Partis Politiques.

<https://canada-haiti.ca/content/more-70-political-parties-agree-new-one-year-transition-period-without-cpt>

Reuters, Crise Politique en Haïti, 23 janvier 2026.

<https://www.reuters.com/world/americas/two-top-haiti-leaders-signal-pm-could-be-removed-after-us-threats-2026-01-23/>

PBS NewsHour, Développements Politiques au Conseil de Transition Haïtien.

<https://www.pbs.org/newshour/world/haitis-transitional-council-votes-to-oust-prime-minister-fils-aime-deepening-political-chaos>

Americas Quarterly, Crise Politique en Haïti et Gouvernance Criminelle.

<https://www.americasquarterly.org/article/haitis-political-crisis-deepens-amid-a-slide-into-criminal-governance/>

HaitiLibre, Allocution à la Nation du Premier Ministre Fils-Aimé, Référence de Contexte.

<https://www.haitilibre.com/en/news-46810-haiti-flash-address-to-the-nation-by-prime-minister-fils-aime-video.html>